



# Une régression résistible...

**André PRENANT**

Les massacres de masse perpétrés en Algérie lors d'actions terroristes d'abord sur des villages isolés, puis l'été passé sur des banlieues marginales d'Alger (Raïs, Bentalha, Sidi Youssef) puis à nouveau, cet hiver, sur des villages isolés de l'ouest, surtout dans l'Ouarsenis, ont suscité en France, au delà d'une horreur justifiée, une incompréhension que la plupart des media se sont plu à aiguïser. La proximité du centre de la capitale et des implantations militaires ou policières lors des massacres algérois, alors même que les officiels qualifiaient le terrorisme de «résiduel» laissaient la place aux hypothèses de «laissez-faire» arguant de la panique ou de l'indifférence des «forces de l'ordre», des intrigues «éradicatrices» de leur chef ou de spéculations foncières sur les ruines, ou de complicité, voire de culpabilité directe du «pouvoir militaire». C'était ignorer, ou vouloir ignorer, ce qu'étaient ces banlieues, le point de rencontre des mal logés chassés d'Alger par la ségrégation chadlienne des années 1980, électeurs FIS de 1991 le plus souvent retournés contre lui, et du nouvel exode rural, sécuritaire, depuis les campagnes de Mitidja terrorisées depuis 1994. C'était utiliser le refus du pouvoir, méfiant à l'égard d'une population dont la vie se dégrade, d'armer les demandeurs d'armes de Raïs. C'était amener l'opinion, en France, à se poser la question «*qui tue?*» alors même que les victimes nomment en

leurs agresseurs de récents FISistes de leurs quartiers, à renvoyer dos à dos groupes terroristes et institutions élues (si discutable que soit leur profil), à demander, le 10 Novembre, sous couvert de «solidarité», une ingérence de «l'Europe» dans les affaires intérieures d'un pays souverain qui garde 1830 en mémoire, jusqu'à l'amorce de celle-ci, déjouée, le 21 Janvier.

C'est que les technocrates du «Nord» représentent l'Algérie comme un pays rentier du pétrole puni de l'imprévoyance qu'ils lui prêtent par la chute des cours, où les investissements japonais, italiens, américains, etc... ont depuis 1994, grâce à «l'ouverture» exigée par le F.M.I., ramené la poule aux oeufs d'or, dont ils partagent eux-mêmes la rente désormais, sans la France, marquée par 1830. A celle-ci de revêtir le masque «européen» non seulement pour s'associer à la quête d'hydrocarbures, mais pour profiter du délabrement d'entreprises publiques industrielles privatisables pour y pénétrer, en utiliser le personnel formé et en chômage et exporter sur le marché européen. Pour y être concurrentiel, il suffit d'y avoir la paix, en imposant le compromis entre «islamistes et militaires»: ils acceptent, les uns et les autres, une «économie de marché», serait-ce aux dépens du peuple algérien.

Au reste 7 ministres islamistes «modérés» (du HAMAS) participent au gouvernement depuis les législatives, dont d'anciens des maquis des années 80. Le pouvoir, légitimé par des présidentielles sincèrement anti-



Aïn Smara : L'ENMTP y licencie la moitié de ses salariés

islamistes, puis par ces élections législatives puis municipales et wilayaes, négocie avec le F.I.S., libérant, tant qu'ils se conforment à ses conditions, Hachani puis A.Madani, puis «jouant» la trêve «unilatérale» de l'A.I.S., en même temps qu'il se conforme à la politique d'«ajustement structurel» exigée par le F.M.I. contre le rééchelonnement de la dette en 1994: dévaluation, ouverture aux marchandises et aux capitaux, privatisations.

## De bons résultats financiers...

Moyennant quoi le gouvernement algérien affiche l'optimisme du bon élève: tous les indices macro-économiques sont au beau fixe, conformes aux vœux du F.M.I. et de la Banque Mondiale. Grâce aux recettes d'exportation (à 98 % d'hydrocarbures!) l'Algérie «n'(a) plus besoin de soutien pour rembourser (sa)dette extérieure»,...«les grands équilibres sont rétablis»...mais «l'Algérie restera dans l'axe»(du néo-libéralisme), déclare A-el-Kr. Harchaoui le 21 Octobre 1997 pour rester «un pays auquel on peut continuer à prêter de l'argent». De fait, hausse des exportations et recul des importations (de France pour 25%) autorisent en 1997 une balance commerciale positive (de 4,6 milliards \$ en 9 mois), comme celle des paiements (de 8 milliards \$). Conjuguées au report à 2 002 de la reprise des échéances complètes de la dette, dont le montant a gonflé jusqu'à 32 milliards \$, elles ont permis la constitution d'une réserve de change de même valeur, plus que le service annuel de la dette. Tel est le fondement de la hausse du P.I.B., de +4 % en 1996, annulée en 1997 du fait du recul agricole (dont la sécheresse est accusée), mais prévue à +5 % en 1998.

## ...pour rembourser. Mais une production en recul!

De fait, le matelas de dollars constitué en réserve de change n'est utilisé pour aucun investissement productif. Les priorités gouvernementales annoncées sont, après l'Hydraulique, les logements, dont 60 000 doivent être mis en chantier (350 000 d'ici 2002) et l'enseignement supérieur. Les seuls investissements productifs sont pour l'exportation, dans les hydrocarbures, et encore, avant tout dans leur recherche et leur exportation, bruts. Avec SONATRACH, y opèrent, après A.G.I.P. (italien) dès 1980, des groupes américains (Mobil, Andarko, Arco, Philips), canadien, coréen (Daewoo), argentin (Pluspetrol), brésilien (Petrobras), espagnols (Repsol et Cepsa, qui inclut ELF), britannique (B.P.). C'est ce partenariat avec les multinationales qui a porté les réserves connues, depuis 1992, de 1,2 à 2

milliards de t. de brut, avec les découvertes d'In Salah et celles en cours en *off shore*. Depuis Décembre 1995, l'ouverture du Gaz aux compagnies étrangères (B.P. à In Salah, Total, Arco et Andarko à Tinfoust (bloc 404) laisse prévoir une capacité accrue d'1/3 (10 milliards m<sup>3</sup>) pour ...2005! Au total, 18 milliard \$ doivent y contribuer. L'extraction pétrolière, de 52 M.t. en 1992 (dont 48 pour SONATRACH), portée à 60 M.t. en 1997, doit l'être à 85 en 2000, mais seulement 40 % (35) pour SONATRACH !-. *Et c'est, avec l'électricité induite, le seul secteur en progrès.*

Parmi les productions en recul le plus marqué figurent les productions «stratégiques» du secteur public: ainsi la sidérurgie de SIDER (acier tombé de 1,4 à 0,6 M.t de 1987 à 1997), les tracteurs (de 6 000 à 3 000/an) camions et bus de la SNVI (de 6 600 à 2 400), le matériel aratoire, l'électro-ménager, le matériel de chantier de l'E.N.M.T.P. de 'Ain-Smara, mais aussi le ciment, la chimie-pharmacie, les cuirs et textiles. Tous les produits, y compris chausses et agro-alimentaire, même dans le secteur privé, sont en recul. Si celui-ci s'est amorcé dès après 1985, à l'arrêt des investissements publics, 1994 a ajouté l'ouverture aux importations concurrentes, souvent défectueuses comme les ronds à béton achetés en Ukraine, Espagne, Egypte ou Libye surtout par le privé, et aux dépens de SIDER, pour les chantiers de logements publics); les manœuvres de déstabilisation du public par le privé et, pour tous les secteurs, le rétrécissement du marché national.

Les privatisations passent, dans le secteur public, par le regroupement des E.P.E. (Entreprises d'Etat) et E.P.L. (locales) sous la tutelle de holdings sectorielles ou régionales chargées de les rééquilibrer financièrement, de les vendre si leur équilibre est rétabli, de les filialiser si les déficits peuvent être ainsi compensés, ou simplement de les dissoudre. Le ministre annonçait, le 21 Octobre: «250 unités vont être cédées au privé, certaines de grande taille. Les effectifs auront été réduits, les finances assainies». Mais, sauf des cas particuliers d'engagements étrangers dans des secteurs porteurs, comme Coca-Cola, ou la promesse de Daewoo, avant la crise des Dragons, de faire de la SNVI une base d'exportation en Europe, le privé lui-même, algérien, transfère ses capitaux de l'industrie vers l'export-import, plus juteux, et se plaint de la perte au change, qui a perdu le secteur public.

Les destructions matérielles du fait du terrorisme, dont on parle peu, mais qui ont d'abord visé le secteur public productif, mais aussi le service public, convergent avec l'ajustement structurel pour mettre la production algérienne, agricole comme industrielle, en position subordonnée dans le

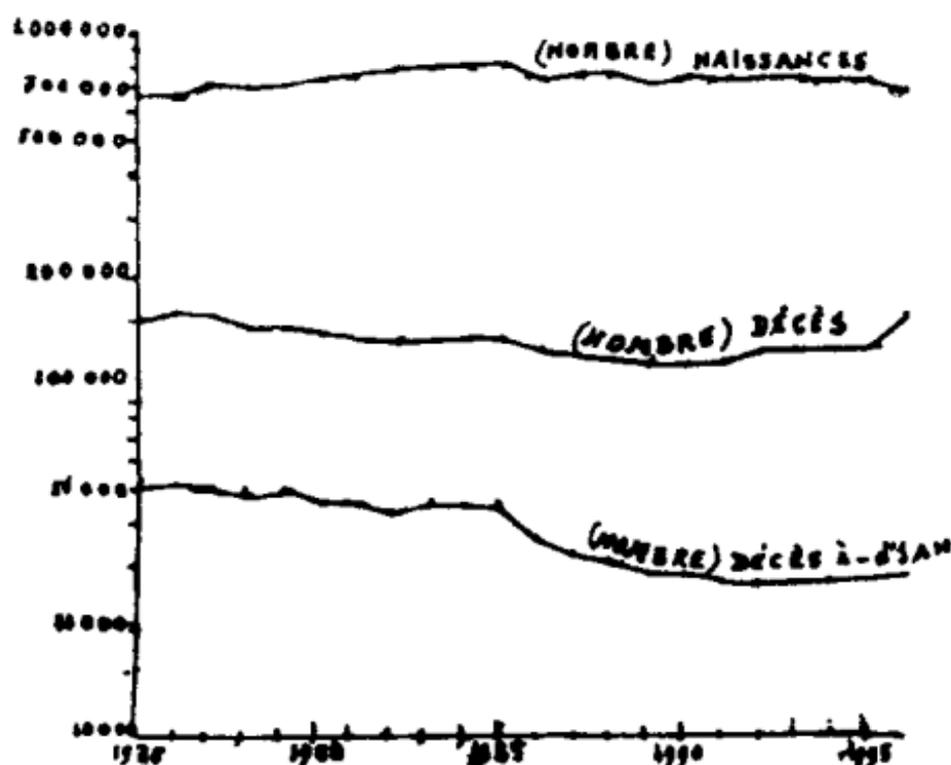
Nouvel Ordre Mondial.

## Régression sociale et déstructuration.

Dissolutions de sociétés, redressements financiers, privatisations provoquent une rapide érosion de la société. Qu'elles aboutissent à des licenciements, seul cas qui grossisse le nombre officiel des chômeurs, ou choix de «départs volontaires» ou de retraites anticipées, elles entraînent une réduction du nombre d'actifs au travail, à la réduction des partants soit à l'«informel», soit à la pauvreté. Elles n'en nécessitent pas moins les dépenses improductives du «volet social» qui couvre pudiquement ces marginalisations. En Juin 1997, les 7,7 millions d'actifs (surtout masculins), sont pour 2,2 millions (26,8%) des chômeurs, dont 63,5 % des 16-19 ans et 55 % des 20-24 ans; moins de 5,5 millions sont occupés, à peine 10 % de plus que 10 ans plus tôt. De 1996 à 1997, l'offre d'emplois a chuté de 20 %, la demande a crû de 60 %.

D'avril 1994, lors de l'accord avec le FMI, à Juin 1997, les «volets sociaux» ont touchés 134 000 nouveaux privés d'emploi, dont la moitié de Janvier à Juin 1997, 76 % versés à l'assurance chômage (CNAC), 24 % à la retraite anticipée. Depuis, le «redressement» de SIDER a «dégraissé» 8 470 salariés, dont 7 000 «partants volontaires» munis d'un an d'indemnités à la recherche d'emploi, celui de l'ENMTP la moitié de ses 6 300 travailleurs; 24 E.P.L. de Tizi-Ouzou (5 000 salariés) ont été dissoutes, 10 E.P.L. de Constantine, autant de Guelma ou de Chlef, etc...: plus de 100 000 nouvelles victimes des «volets sociaux» ont été structurellement ajustés à la baisse de production de Juillet à Décembre 1997. Aux chômeurs officiels s'ajoutent 500 000 retraités, autant d'assistés, et leurs familles, un tiers des Algériens. Il y a là une force de travail formée, peu exigeante, disponible pour les repreneurs qui s'orienteront, faute d'un marché sur place, vers l'Europe, fermée aux candidats à l'émigration.

Le tissu social se désagrège d'autant. C'est déjà lisible dans la démographie naturelle. Le nombre des décès déclarés, abaissé de 143 000 en 1980 à 113 000 en 1989, n'a cessé depuis de se relever jusqu'à son chiffre initial, à un taux à peine inférieur à celui d'il y a 20 ans, pour partie seulement en raison du terrorisme, et surtout en raison de la dégradation des services publics, sanitaire, scolaire, etc. Le taux de mortalité infantile, abaissé de 68 pour 1000 à 37,4 en 1990, ne s'est plus guère abaissé depuis. Le taux de natalité, abaissé de 40 p.1000 à 34 en 1987, moins de 30 en 1990, s'est stabilisé à 28 jusqu'en 1994, avec la désalarisation, avant de chuter à 24 en 1995.



Nombre de naissances et décès (total et à moins d'un an) (1975-1976)

avec l'accentuation de la violence..

*L'exode rural*, lié cette fois à l'insécurité, a repris à partir de 1994, vidant la Mitidja dominée par l'A.I.S., puis par le G.I.A. vers les banlieues d'Alger, où il a rejoint l'habitat, souvent précaire, des expulsés d'Alger, lieu de fermentation du terrorisme suburbain, d'abord à ses propres dépens. Depuis l'automne il a gagné la région de Saïda, puis celles de Relizane, de Mascara, d'Oran. Les paysans sortis des coopératives vendent matériel, cheptel, abandonnent la terre et viennent grossir les rangs des marginaux sans emploi régulier des banlieues. L'économie en pâtit, la production agricole chute, le marché national se restreint d'autant. *Tel est l'effet du néo-libéralisme à l'œuvre.. Tout converge vers la subordination de l'Algérie. Il ne manque plus que le compromis avec les groupes armés pour permettre la sécurité des placements.*

## Une résistance naît

La vie continue néanmoins. Sa persistance même est acte de résistance. Les enfants qui vont à l'école, même si leurs institutrices sont islamistes, les femmes qui travaillent, font chaque jour acte de résistance. A plus forte raison les syndicalistes qui défendent leur entreprise, ceux qui mettent des conditions de viabilité pour la reprendre, offerte avec son déficit. A plus forte raison aussi les patriotes, qui ont pris les armes ou qui en demandent pour mettre en échec les islamistes, et auxquels le pouvoir est contraint, désormais, d'en accorder. Témoigner, exiger une véritable coopération, d'égal à égal, exiger le démantèlement des bases logistiques du terrorisme islamique en Europe, et notamment à Londres, refuser toute ingérence «européenne» qui ne peut tendre qu'à accorder islamisme («modéré» ou non) et pouvoir pour intégrer l'Algérie à la «mondialisation», c'est ce que nous pouvons faire pour aider cette vie, et non accepter de participer à un Munich africain..